

Dépôt le

**Audience d'orientation du 4 février 2021 à 10 heures**

**CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE**

**CLAUSES ET CONDITIONS** auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS, séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

**SUR SAISIE IMMOBILIERE**

**EN TROIS LOTS D'ENCHERE :**

à PARIS – 8<sup>ème</sup> ARRONDISSEMENT  
14 rue Daru

**Premier lot de l'enchère : un emplacement de parking n° 442**  
**(lot n°471 du RCP)**

**Deuxième lot de l'enchère : un emplacement de parking n°468**  
**(lot n°497 du RCP)**

**Troisième lot de l'enchère : un emplacement de parking n°469**  
**(lot n°498 du RCP)**

Dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété situé à PARIS (75008), rue Daru, Numéros 14 et 14 bis et avenue Beaucour numéros 15 et 15 bis figurant au cadastre sous les références suivantes : section AZ n° 14 pour une contenance de 0 ha 30 a 16 ca.

**Aux requêtes poursuites et diligences de :**

La société **SGS SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE S.A.**, société anonyme de droit suisse, immatriculée au Registre du Commerce du canton de Genève sous le numéro IDE CHE-100.963.407, anciennement dénommée SGS GROUP MANAGEMENT SA, venant aux droits de l'ancienne SGS SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE SA, immatriculée sous le numéro IDE CHE-102-147-502, suite à la fusion par reprise des actifs et passifs de SGS Société Générale de Surveillance SA, à Genève (CHE-102.147.502), selon contrat de fusion du 22.06.2020, la société reprenante détenant l'ensemble des actions de la société transférante, avec pour nouvelle raison sociale: SGS Société Générale de Surveillance SA ; dont le siège social est 1 place des Alpes, boîte postale 2152, CH-1211 Genève 1 (Suisse), agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié es qualités audit siège.

Ayant pour avocat constitué : Cabinet de la SELARL RAVET & ASSOCIES, agissant par **Maître Emmanuel JARRY**, Avocat au Barreau de Paris, demeurant 11 Rue Saint Florentin - 75008 PARIS – Toque P 209 – Tél : 01.44.29.31.62 qui se constitue et occupera pour elle sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leur suites.

Et ayant pour avocat plaidant : Cabinet BIRD & BIRD AARPI, agissant par **Maître Jalal EL AHDAB**, Avocat au Barreau de PARIS, demeurant 2 rue de la Chaussée d'Antin – 75009 PARIS – Tél : 01.42.68.60.00 – Toque R 255.

## **ENONCIATIONS PRELIMINAIRES :**

**En vertu** de l'expédition exécutoire d'une sentence arbitrale finale de la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI n° 22581/DDA du 31 mars 2019, certifiée conforme le 9 mai 2019, revêtue de l'exequatur par ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris le 24 mai 2019, revêtue de la formule exécutoire le 29 mai 2019, notifiée à parquet le 30 juillet 2019 ainsi qu'il ressort du récépissé délivré le 5 septembre 2019 par le Ministère des affaires étrangères au [REDACTED] condamnant la REPUBLIQUE DU [REDACTED] à payer la somme de 6.990.761,11 € outre les intérêts au taux moratoire de 4,5 % du montant total à compter du 2 février 2017 jusqu'à parfait paiement,

Et d'une ordonnance rendue sur requête (RG n° 19/1887) par le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de PARIS, le 18 décembre 2019 autorisant la société SGS SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE à engager des procédures de saisie immobilière des biens suivants à appartenant à l'Etat du [REDACTED] :

- 15 rue Alphonse de Neuville à PARIS 17<sup>ème</sup>,
- 13 rue Sauffroy à PARIS 17<sup>ème</sup>,
- 14-14 bis rue Daru à PARIS 8<sup>ème</sup>.

Le poursuivant sus-dénommé et domicilié, a suivant exploit de la SAS BOUVET LLOPIS MULLER ET ASSOCIES, Huissiers de Justice à PARIS (75001) 354 rue Saint-Honoré en date du 24 juillet 2020 fait notifier commandement à :

La REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED], représentée par l'Agent Judiciaire du Trésor, demeurant et domiciliés ès qualités dans les bureaux de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, sur la route de l'Aéroport international Cardinal Bernardin Gantin, Cotonou 01 BP 410 Recette Principale Cotonou ([REDACTED]).

D'avoir à payer à la société SGS SOCIETE GENERALE SURVEILLANCE, requérante, la somme totale, sauf mémoire de **8.120.520,69 € (huit millions cent vingt mille cinq cent vingt euros et soixante-neuf centimes)** due à la date du 25 juin 2020 en principal, intérêts, frais et accessoires outre le coût du commandement se décomposant comme suit :

<i>- Principal</i>	<b>6.990.761,11 €</b>
<i>- Intérêts moratoires au taux de 4,50 % du 02/02/2017 au 25/06/2020</i>	<b>1.068.724,58 €</b>
<i>- Intérêts moratoires au taux de 4,50 % du 26/06/2020 jusqu'à parfait paiement</i>	<i>mémoire</i>
<i>- Frais hypothécaires</i>	<b>61.035,00 €</b>
<b>TOTAL au 25/06/2020, outre mémoire</b>	<b>8.120.520,69 €</b>

### INTERETS MORATOIRES : INTERETS AU TAUX DE 4,50 % L'AN

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dûs, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 1 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 1, le **18 septembre 2020 volume 2020 S n° 20.**

La société SGS SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE a donné assignation d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du **4 février 2021 à 10 Heures** devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS, suivant exploit de la SAS BOUVET LLOPIS MULLER ET ASSOCIES, Huissiers de Justice à PARIS (75001) 354 rue Saint-Honoré, en date du **4 novembre 2020** à La REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED].

Cette assignation contenant toutes les mentions prévues par les textes et notamment des article R 322-4 et R 322-5 du CPCE.

## **DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS**

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie-immobilière sus-énoncé.

### **DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE :**

Divers biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété situé à PARIS (75008) – 14 rue Daru, numéros 14 et 14 bis et avenue Beaucour, numéros 15 et 15 bis également ci-après désignés,

- 1) Un corps de bâtiment sur la rue Daru dit « Bâtiment A » élevé d'un rez-de-chaussée, sur une partie de huit étages et sur une autre partie de cinq étages,
- 2) Un corps de bâtiment sur l'avenue Beaucour dit « Bâtiment B » élevé d'un rez de chaussée, sur une partie de sept étages et sur une autre partie de cinq étages,
- 3) Et un sous-sol à usage de garages et de caves comprenant cinq niveaux situés pour partie sous le « BATIMENT A », pour partie sous le jardin entre les deux « BATIMENTS A et B » et pour partie sous le « BATIMENT B », ledit local comprenant 392 emplacements pour voitures et 103 caves.  
Cour et jardin entre les deux bâtiments.  
Le tout d'une superficie de trois mille mètres carrés.

Figurant au cadastre sous les références suivantes : section **AZ n° 14** pour une contenance de 0 ha 30 a 16 ca.

### **OBSERVATION :**

L'ensemble immobilier dont dépendent les biens et droits et droits immobiliers objet de la présente vente a été soumis au régime de la copropriété aux termes d'un acte contenant état descriptif de division et règlement de copropriété établi suivant acte sous signature privée à PARIS du 25 juillet 1968, déposé au rang des minutes de Maître ADER, notaire à PARIS suivant en date des 5 et 6 décembre 1968 le 22 décembre 1978 dont une expédition a été publiée au premier bureau des hypothèques de la Seine de PARIS le 24 janvier 1969 volume 7063 n°8.

Ledit état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié :

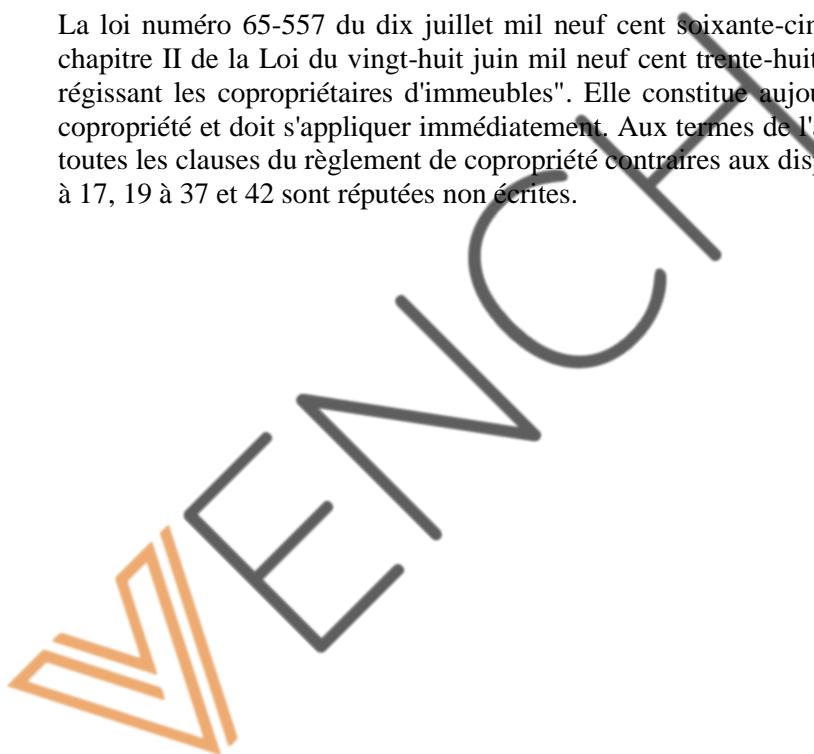
- aux termes d'un acte reçu par Maître CHAROLLOIS, notaire à SAINT MARTIN D'ESTREAU le 21 janvier 1977 dont une expédition a été publiée au 1er bureau des hypothèques de PARIS publié les 8 août et 26 septembre 1978 volume 2711 n° 1, suivi d'un rectificatif au modificatif du règlement de copropriété reçu par ledit notaire le 8 mars 1978 dont une expédition a été publiée au 1er bureau des hypothèques de PARIS publié les 8 août et 26 septembre 1978 volume 2711 n° 3,
- aux termes d'un acte reçu par Maître MAHOT de la QUERANTONNAIS, notaire à PARIS le 1<sup>er</sup> juin 2012 dont une copie authentique a été publiée au 1<sup>er</sup> bureau de la Conservation des hypothèques de PARIS, le 21 juin 2012 volume 2012 P n° 2836,

- aux termes d'un acte reçu par Maître MAHOT de la QUERANTONNAIS, notaire à PARIS le 30 octobre 2014 dont une copie authentique a été publiée au 1<sup>er</sup> bureau de la Conservation des hypothèques de PARIS, le 1<sup>er</sup> décembre 2014 volume 2014 P n° 4007.

Un exemplaire dudit règlement de copropriété et ses modificatifs sont donnés en annexe.

Ce règlement de copropriété et ses modificatifs devront être observés par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante-cinq (art.48) a abrogé le chapitre II de la Loi du vingt-huit juin mil neuf cent trente-huit intitulé "Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles". Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.



## **DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS MIS EN VENTE**

### **PREMIER LOT DE L'ENCHERE :**

#### **LOT NUMERO QUATRE CENT SOIXANTE ET ONZE (471) du RCP :**

Un emplacement de parking numéroté 442 situé au quatrième niveau au plan des sous-sols,

Et les huit cent vingt millionièmes (820/1.000.680èmes) des parties communes générales de l'immeuble, en ce compris la propriété du sol.

Plus amplement désignés par le procès-verbal de description du 01 octobre 2020 dressé par Maître Thomas MULLER, huissier de justice de la SCP BOUVET LLOPIS MULLER & ASSOCIES à PARIS (75001).

Ainsi au surplus lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droit de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

L'adjudicataire subrogé dans les droits du saisi devra faire son affaire personnelle de la situation résultant de l'exposé ci-dessus sans recours possible contre ce dernier.

### **DEUXIEME LOT DE L'ENCHERE :**

#### **LOT NUMERO QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (497) du RCP :**

Un emplacement de parking numéroté 468 situé au quatrième niveau au plan des sous-sols,

Et les huit cent vingt-huit millionièmes (828/1.000.680èmes) des parties communes générales de l'immeuble en ce compris la propriété du sol .

Plus amplement désignés par le procès-verbal de description du 01 octobre 2020 dressé par Maître Thomas MULLER, huissier de justice de la SCP BOUVET LLOPIS MULLER & ASSOCIES à PARIS (75001).

Ainsi au surplus lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droit de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

L'adjudicataire subrogé dans les droits du saisi devra faire son affaire personnelle de la situation résultant de l'exposé ci-dessus sans recours possible contre ce dernier.

## **TROISIEME LOT DE L'ENCHERE :**

### **LOT NUMERO QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (498) du RCP :**

Un emplacement de parking numéroté 469 situé au quatrième niveau au plan des sous-sols,

Et les huit cent vingt-huit millionièmes (828/1.000.680èmes) des parties communes générales de l'immeuble en ce compris la propriété du sol.

Plus amplement désignés par le procès-verbal de description du 01 octobre 2020 dressé par Maître Thomas MULLER, huissier de justice de la SCP BOUVET LLOPIS MULLER & ASSOCIES à PARIS (75001).

Ainsi au surplus lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droit de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

L'adjudicataire subrogé dans les droits du saisi devra faire son affaire personnelle de la situation résultant de l'exposé ci-dessus sans recours possible contre ce dernier.

Les biens ci-dessus décrits sont imposés à la matrice foncière ainsi qu'il appert d'un extrait ci-après littéralement rapporté.



## **ORIGINE DE PROPRIETE :**

### **Pour le lot numéro 471 :**

L'origine de la propriété qui va suivre résulte de l'analyse aux termes d'un acte reçu par par Maître ADER, notaire à PARIS, le 28 mars 1973

En la personne de la REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED], anciennement dénommé l'ETAT DU DAHOMEY, partie saisie.

Les biens et droits immobiliers mis en vente appartiennent à la REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED], anciennement dénommé l'ETAT DU DAHOMEY pour les avoir acquis auprès de la société LA FONCIERE Compagnie d'Assurance et de Réassurance, Transports, Incendie Accidents, Risque Divers, entreprise privée régie par le décret-loi du 14 juin 1938, société anonyme au capital de trente de millions de francs dont le siège social est à PARIS, 48 rue Notre-Dame-des-Victoires, inscrite au RCS de PARIS sous le numéro 54 B 260, moyennant le prix principal de 30.100 francs soit une contre-valeur de 4.588,70 €.

Ledit acte ayant été publié au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de PARIS, le 9 mai 1973 volume 849 n° 1.

En ce qui concerne les origines antérieures, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieures qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

### **Pour les lots numéros 497 à 498 :**

L'origine de la propriété qui va suivre résulte de l'analyse aux termes d'un acte reçu par par Maître ADER, notaire à PARIS, le 20 juillet 1973.

En la personne de la REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED], anciennement dénommé l'ETAT DU DAHOMEY, partie saisie.

Les biens et droits immobiliers mis en vente appartiennent à la REPUBLIQUE DU [REDACTED], également désignée sous l'appellation ETAT DU [REDACTED] anciennement dénommé l'ETAT DU DAHOMEY pour les avoir acquis auprès de la société LA FEDERATION CONTINENTALE Compagnie d'Assurance sur la vie, société anonyme dont le siège social est à PARIS, 72 rue Saint Lazare, inscrite au RCS de PARIS sous le numéro 60 B 6248, moyennant le prix principal de 60.800 francs soit une contre-valeur de 9.269 €.

Ledit acte ayant été publié au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de PARIS, le 23 août 1973 volume 996 n° 4.

En ce qui concerne les origines antérieures, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieures qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

# **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

## **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

#### **ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

## **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L’acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l’acquéreur. La preuve de l’antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L’acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s’il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu’ils auraient payés d’avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

## **ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption ou assimilés s’imposeront à l’acquéreur conformément à la loi.

Si l’acquéreur est évincé du fait de l’un de ces droits, il n’aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l’immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

## **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L’acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l’immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l’être, sans aucun recours contre le poursuivant et l’avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d’absence d’assurance.

L’acquéreur sera tenu de faire assurer l’immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l’incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l’indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l’article L. 331-1 du Code des procédures civiles d’exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l’acquéreur, celui-ci n’en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

## **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

L’acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu’elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l’effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d’un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l’avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l’état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s’enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s’il s’agit d’une personne morale, de la réalité de son existence, de l’étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L’ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l’avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l’ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d’être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l’absence de contestation de la surenchère.

Si l’acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l’immeuble.

## **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d’un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l’avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchériseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l’avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

## **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

## **CHAPITRE III : VENTE**

### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

## **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l’Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l’Ordre des Avocats du barreau de l’avocat postulant, pour être distribués entre les créanciers visés à l’article L. 331-1 du Code des procédures civiles d’exécution.

Le séquestre désigné recevra également l’ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu’à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l’égard de quiconque des obligations de l’acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

## **ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L’accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l’immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l’acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l’article R. 322-23 du code des procédures civiles d’exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l’acquéreur, conformément à l’article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l’avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d’encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s’assure que l’acte de vente est conforme aux conditions qu’il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l’avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

## **ARTICLE 15 – VENTE FORCEE**

Au plus tard à l’expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l’acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l’acquéreur ne sera redevable d’aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

## **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS**

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

## **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

## **ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

### **ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

## **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUSSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

*b)* Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

*c)* Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe *a* ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe *b* du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

## **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

## **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIÉTÉ**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

## **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1<sup>o</sup> du Code civil.

## **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

## **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

## **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

## **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

### **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

### **ARTICLE 29 – MISE A PRIX**

Outre les conditions et charges ci-dessus les enchères seront reçues sur les mises à prix fixées par le poursuivant, soit :

**Premier lot de l'enchère : 28.000 € (vingt-huit mille euros)**

**Deuxième lot de l'enchère : 28.000 € (vingt-huit mille euros)**

**Troisième lot de l'enchère : 28.000 € (vingt-huit mille euros)**

Fait et rédigé à PARIS, le 29 octobre 2020

Par Maître Emmanuel JARRY, avocat associé de la SELARL RAVET & ASSOCIES,  
Avocat poursuivant.

Approuvé                lignes                mots rayés nuls et renvois

**DIRE N° 1**

L'AN DEUX MIL VINGT et le 29 octobre 2020

Au Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS et par-devant Nous, Greffier ;

A comparu, Maître Emmanuel JARRY, avocat associé de la SELARL RAVET & ASSOCIES, Avocat de la société SGS DE SURVEILLANCE, poursuivant la présente vente ;

**LAQUELLE A DIT :**

Que pour compléter la désignation des biens et droits immobiliers présentement mis en vente, elle donne ci-après photocopie :

- 1) du procès-verbal de description établi par la SAS BOUVET LLOPIS MULLER, huissiers de justice associés à PARIS, le 1er octobre 2020,
- 2) du règlement de copropriété et de ses modificatifs,
- 3) de l'extrait de matrice cadastrale.

L'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de tous travaux qu'il y aura lieu de faire sans aucun recours contre le poursuivant.

Et Maître Emmanuel JARRY, avocat associé de la SELARL RAVET & ASSOCIES Avocat du créancier poursuivant a signé avec Nous, Greffier,

Approuvé              lignes              mots rayés nuls et renvois